

## Débats & Controverses

L'Humanité accueille dans ses colonnes des contributions pour repenser le monde et inventer des alternatives, avec l'ambition d'être utile à chacune et à chacun. Cette initiative sera prolongée par la publication d'un hors-série à la fin de l'été et l'organisation de grands débats publics.

# L'alternative écosocialiste

Si cela dépend de nos gouvernants et des élites dominantes, le « jour d'après » l'épidémie sera la copie conforme du « jour d'avant » : « business as usual ». C'est-à-dire retour du néolibéralisme, de la « croissance du PIB », de l'accumulation du capital et du profit, et, bien entendu, joyeux retour des précieuses énergies fossiles et des émissions de CO<sub>2</sub>. Avec, pour résultat, d'ici vingt ou trente années, la catastrophe écologique, le réchauffement global irréversible : une menace sans précédent aux conditions mêmes de la vie humaine sur cette planète.

La seule alternative effective, capable d'éviter la catastrophe, c'est une alternative radicale. « Radical » veut dire s'attaquant aux racines du mal. Si la racine c'est le système capitaliste, il nous faut des alternatives antisystémiques, anticapitalistes – comme l'écosocialisme, un socialisme écologique à la hauteur des défis du XXI<sup>e</sup> siècle.

Qu'est-ce que le socialisme ? Pour beaucoup de marxistes, c'est la transformation des rapports de production – par l'appropriation collective des moyens de production – pour permettre le libre développement des forces productives. L'écosocialisme se réclame de Marx, mais rompt de forme explicite avec ce modèle productiviste. Certes, l'appropriation collective est indispensable, mais il faudrait aussi transformer radicalement les forces productives elles-mêmes : en changeant leurs sources d'énergie (renouvelables à la place de fossiles) ; en réduisant la consommation globale d'énergie ; en supprimant la production des biens inutiles (décroissance) ; enfin, en mettant un terme à l'obsolescence programmée.

L'écosocialisme implique aussi la transformation des modèles de consommation, des modalités de transport, de l'urbanisme, du mode de vie. Bref, c'est beaucoup plus qu'une modification des formes de propriété : il s'agit d'un changement civilisationnel fondé sur des valeurs de solidarité, égalité et respect pour la nature. Pour accomplir la transition vers l'écosocialisme, il faut une planification démocratique, orientée par deux critères : la satisfaction des véritables besoins et le respect des équilibres écologiques de la planète. C'est la population elle-même – une fois débarrassée du matraquage publicitaire et de l'obsession consummatrice fabriquée par le marché capitaliste – qui décidera, démocratiquement, quels sont les véritables besoins. L'écosocialisme est un pari sur la rationalité démocratique des classes populaires.

Pour accomplir le projet écosocialiste, des réformes partielles ne suffisent pas. Une véritable révolution sociale serait nécessaire. Comment définir cette



**Michael Löwy**  
Sociologue  
et philosophe

révolution ? On pourrait se référer à une note de Walter Benjamin, en marge de ses thèses *Sur le concept d'histoire* (1940) : « Marx a dit que les révolutions sont la locomotive de l'histoire mondiale. Peut-être que les choses se présentent autrement. Il se peut que les révolutions soient l'acte par lequel l'humanité qui voyage dans le train tire les freins d'urgence. » Traduction en termes du XXI<sup>e</sup> siècle : nous sommes tous des passagers d'un train suicide, qui s'appelle « Civilisation capitaliste industrielle moderne ». Ce train se rapproche, à une vitesse croissante, d'un abîme catastrophique : le changement climatique. L'action révolutionnaire vise à l'arrêter – avant que ce ne soit trop tard.

L'écosocialisme est à la fois un projet d'avenir et une stratégie pour le combat ici et maintenant. Il n'est pas question d'attendre que « les conditions soient mûres ». Il faut susciter la convergence entre luttes sociales et luttes écologiques et se battre contre les initiatives les plus destructives des pouvoirs au service du capital. C'est ce que Naomi Klein appelait « Blockadia ».

C'est au sein de mobilisations de ce type que pourront émerger, dans les luttes, la conscience anticapitaliste et l'intérêt pour l'écosocialisme. Des propositions comme le Green New Deal font

partie de ce combat, dans leurs formes radicales, qui exigent l'abandon effectif des énergies fossiles –, mais non dans celles qui se limitent à recycler le « capitalisme vert ».

Quel est le sujet de ce combat ? Les forces qui, aujourd'hui, se trouvent en première ligne de l'affrontement sont les jeunes, les femmes, les indigènes, les paysans. Mais, en dernière analyse, on ne pourra pas battre le système sans la participation active des travailleurs des villes et des campagnes,

qui constituent la majorité de la population. La première condition, c'est, dans chaque mouvement, associer les objectifs écologiques (fermeture de mines de charbon ou de puits de pétrole, ou de centrales thermiques, etc.) avec la garantie de l'emploi des travailleurs concernés.

Avons-nous des chances de gagner cette bataille, avant qu'il ne soit trop tard ? Contrairement aux prétendus « collapsologues », qui proclament, à cor et à cri, que la catastrophe est inévitable et que toute résistance est inutile, nous croyons que l'avenir reste ouvert. Il n'y a aucune garantie que cet avenir sera écosocialiste. C'est, selon Daniel Bensaïd, l'objet d'un « pari » au sens pascalien, dans lequel on engage toutes ses forces, dans un « travail pour l'incertain ». Mais, comme le disait, avec une grande et simple sagesse, Bertolt Brecht : « Celui qui lutte peut perdre. Celui qui ne lutte pas, a déjà perdu. » ●



## LA CHRONIQUE ÉCONOMIQUE DE PIERRE IVORRA



### Préparer dès maintenant le monde d'après

Quelles mesures pourrait-on prendre en France et en Europe pour relancer l'économie ? La question paraît bien naturelle et innocente. Elle comporte pourtant bien des pièges. Dans son allocution du lendemain des élections municipales, le 16 mars, Emmanuel Macron nous a promis que « le jour d'après, quand nous aurons gagné, ce ne sera pas un retour au jour d'avant ». En foi de quoi il a fait pire.

Ainsi, le gouvernement entend-il donner la possibilité aux entreprises de « déroger temporairement et avec des compensations ultérieures aux durées maximales du travail et aux règles de repos hebdomadaire et dominical ». Pour montrer dans quel sens pourra se faire la rupture avec le passé, l'Élysée commence par casser le Code du travail ! En vérité, la période de développement de l'épidémie a donné idée de « l'après ». Les mesures économiques et sociales prises par le

### Pour montrer dans quel sens pourra se faire la rupture avec le passé, l'Élysée commence par casser le Code du travail !

pouvoir à ce moment-là, ses initiatives au niveau européen ont visé essentiellement à préserver la confiance des marchés financiers alors que c'est avec cette dépendance qu'il faut rompre. Cela suppose de traiter tout de suite la question des hôpitaux, eux-mêmes fort endettés vis-à-vis des banques et des marchés. Le gouvernement prétend le faire avec une petite ral-

longe budgétaire de 2 milliards d'euros et un saupoudrage de primes alors qu'il s'agit de désendetter nombre de centres hospitaliers, d'engager sans attendre un vaste plan de relance de l'emploi, des salaires et des activités de santé en mobilisant plus de 10 milliards d'euros. Cela nécessite un changement des critères d'attribution des aides de l'État. On peut le mesurer avec l'exemple d'Air France. Le gouvernement entend attribuer 7 milliards d'euros à la compagnie à condition qu'elle s'engage à respecter un critère pseudo-écologique alors même que la direction vient d'annoncer une charrette de suppressions d'emplois. Si l'on veut que le monde d'après soit tout à fait différent de celui d'avant, il faut en l'affaire imposer à l'entreprise d'authentiques critères sociaux et environnementaux. Idem pour la SNCF, qui devrait être aidée à condition notamment de développer le fret.

Cette révolution dans les gestions des entreprises et des services publics sera d'autant plus facile à engager que les banques seront elles aussi mobilisées, particulièrement la plus importante d'entre elles, la banque des banques, la Banque centrale européenne. Si elle prêtait sous condition aux banques commerciales et indirectement aux services publics, en leur imposant des critères sociaux et environnementaux, cela aurait un caractère incitatif pour tout le système. ●

**DEMAIN Un système de santé d'une nouvelle civilisation**  
Par Catherine Mills, économiste